



HAL
open science

Monde arabe, le retour du local

Marc Lavergne, Guy Duvigneau

► **To cite this version:**

Marc Lavergne, Guy Duvigneau. Monde arabe, le retour du local. Marc Lavergne. Le retour du local, 3^e trimestre 2015 (72-73), *Peuples méditerranéens*, pp.5-30, 1995, *Peuples méditerranéens*, 0399 1253. halshs-01446142

HAL Id: halshs-01446142

<https://shs.hal.science/halshs-01446142>

Submitted on 2 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MONDE ARABE LE RETOUR DU LOCAL



Peuples Méditerranéens N° 72-73
MEDITERRANEAN PEOPLES

Le prisme du "local", les dynamiques qui parcourent les petites villes du Monde Arabe en particulier, font découvrir un tableau méconnu des mutations en cours sur la rive sud de la Méditerranée.

Les textes qui suivent reprennent des communications présentées lors d'un colloque organisé en juin 1994 à Tours sur le thème "Petites villes et développement local dans le Monde Arabe"; ils sont le fruit d'un travail de réflexion collective mené dans le cadre du programme de recherche "Nouvelles territorialités, nouvelles identités dans le Monde Arabe" poursuivi par le laboratoire URBAMA¹.

De leur juxtaposition, surgit un nouvel éclairage de la réalité sociale du Monde Arabe aujourd'hui : loin des turbulences du champ politique et de la crise de gestion des grandes villes, les villes petites et moyennes et les campagnes qui les entourent sont le théâtre de mutations profondes, animées par de nouveaux acteurs, investissant sans complexe le domaine économique et bouleversant les attitudes sociales, en quête d'une "modernité" qui n'est pas nécessairement liée à une mobilisation du religieux.

Souhaitons que ces textes, nourris d'une longue pratique de terrain, d'un extrême à l'autre du Monde Arabe, et rapprochés de recherches menées en Afrique Noire sur les mêmes thèmes², conduisent à un dialogue avec des chercheurs de disciplines peu ou pas représentées ici (politologues et économistes du "local"), et contribuent ainsi au progrès de la connaissance des multiples facettes de l'évolution contemporaine des sociétés arabes.

Marc Lavergne *

¹ Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Urbanisation du Monde Arabe, URA 365 CNRS/Université de Tours, BP 2221, 37021-Tours Cedex 21.

² Articles de Monique Bertrand et de Frédéric Giraut, qui se réfèrent aux Journées Scientifiques de Caen (12-13 novembre 1993), organisées à l'initiative du Centre d'Etudes Régionales et d'Aménagement (CERA, Université de Caen) et du Centre d'études géographiques sur l'Afrique noire (CEGAN, Université de Paris X-Nanterre) sur le thème "Développements urbains locaux : petites et moyennes villes d'Afrique Noire".

* Coordinateur du programme de recherches du PIR-Villes : "Nouvelles territorialités, nouvelles identités dans le Monde Arabe", organisateur du colloque "Petites villes et développement local dans le Monde Arabe".

MONDE ARABE LE RETOUR DU LOCAL

MARC LAVERGNE ET GUY DUVIGNEAU*

Le Monde arabe connaît depuis le milieu des années 80 de profondes mutations économiques et sociales, qui ne transparaissent pas toujours distinctement, derrière certaines manifestations dans le champ du politique et de la contestation de l'ordre établi; on pense d'abord, bien sûr, au développement durant cette période des mouvements islamistes.

Ces mutations ont leur origine immédiate dans le contre-choc pétrolier qui réduit les disponibilités financières des Etats-rentiers, mais aussi, par contrecoup, celles des Etats exportateurs de main d'œuvre, ou qui bénéficiaient à divers titres (faible niveau de développement, appartenance à la "ligne de front" face à Israël, solidarité politique, opportunité économique, etc.) de la générosité ou des investissements des Etats les plus fortunés.

Des économies centralisées qui s'essoufflent

Mais elles correspondent aussi, dans certains cas, à un essoufflement des modes de développement choisis à partir des

* Marc Lavergne est géographe, Chercheur CNRS, URBAMA/Université de Tours. Guy Duvigneau, s.j., est sociologue, chercheur associé à URBAMA.

années 50 et 60. On pense ici aux différents types de "socialisme arabe" adoptés par des pays tels que l'Égypte, la Syrie, l'Irak, le Sud-Yémen, la Libye, l'Algérie, mais aussi le Soudan et même la Tunisie en certaines périodes de leur histoire récente. Cherchant à édifier des économies indépendantes et intégrées, ces modèles politiques ont engagé des réformes agraires dont les objectifs étaient à la fois de justice sociale et d'efficacité économique: les moyens dégagés par la rationalisation et l'intensification de l'activité agricole, l'aide du "bloc socialiste", les recettes pétrolières (Algérie, Irak) ou les envois des émigrés devaient être investis dans l'édification d'un secteur industriel public, moteur de la croissance et gage de l'indépendance nationale.

Mais l'effort pour substituer aux produits importés, parfois à grands frais, une production industrielle nationale, n'a pas toujours été couronné de succès: les difficultés du transfert de technologie, la productivité insuffisante de la main d'œuvre, l'étroitesse des marchés nationaux n'ont pas permis d'édifier, en l'espace de deux décennies à peine, une économie industrielle compétitive.

Des évolutions intérieures, comme la conversion des bureaucraties d'Etat en bureaucraties parasitaires, et des événements internationaux comme la guerre des Six Jours, ont contribué à casser l'élan de ce modèle de développement impulsé par l'Etat.

Sous la pression de ces facteurs internes et externes, l'Égypte d'Anouar el-Sadate a donné dès 1974, au lendemain de la guerre d'octobre, le signal de l'ouverture économique (*infitah*): rétrocession de terres agricoles à leurs anciens propriétaires, privatisations, libéralisation des échanges commerciaux et du système monétaire. Vingt ans après ces premiers pas, cette volonté, soutenue par les institutions financières internationales, de désengagement de l'Etat, n'a pas encore abouti, loin de là, à marginaliser son rôle économique et social; a fortiori, dans d'autres pays, le retour des acteurs économiques privés sur le devant de la scène est encore plus timoré, parfois à peine ébauché: les intérêts privés se masquent encore derrière le paravent de l'intérêt public endossé par l'Etat, ou bien sont avec lui dans une relation complexe, comme le montre Joseph Bahout dans son étude récente sur les entrepreneurs syriens¹.

Mais il faut noter que même dans les pays catalogués comme conservateurs, ou pro-occidentaux, qui n'avaient pas fait le choix "socialiste", l'Etat assume un rôle économique prépondérant²: dans les Etats pétroliers de la péninsule, c'est le secteur public qui exploite les hydrocarbures à travers de puissantes compagnies nationales, telles

¹ J. Bahout : "Les entrepreneurs syriens. Economie, affaires et politique, Cahiers du CERMOC, 7, 1994, 153 p.

² Volker Perthes, in Ghassan Salamé (dir.) : *Démocraties sans démocrates. politiques d'ouverture dans le Monde arabe et islamique*, Paris, 1994, 452 pages.

l'Aramco en Arabie saoudite, et qui est le moteur d'une industrialisation volontariste (Sabic en Arabie saoudite encore), et de la politique financière (recyclage des pétrodollars à travers des institutions telles que la SAMA en Arabie saoudite ou le KIO au Koweït). En Jordanie, l'Etat contrôlerait environ 70 % du PIB, à travers ses intérêts dans l'exploitation de la potasse, des phosphates, des cimenteries, de la raffinerie de pétrole; au Maroc, le secteur des phosphates appartient à l'Etat, et la personne royale est à elle seule le principal acteur économique "privé" du royaume, avec des intérêts couvrant tous les secteurs.

La centralisation, forge de la nation

Dans le domaine socio-culturel, les Etats arabes indépendants ont cherché à développer un sentiment national, voire nationaliste, à l'intérieur de frontières le plus souvent tracées par le colonisateur. Pour cela, ils se sont efforcés de détruire, ou d'instrumentaliser en fonction de leurs besoins les formes antérieures de territorialisation. Les Etats nés du partage de l'Empire ottoman répondaient aux rapports de force et aux intérêts des Puissances coloniales; ils furent parfois eux-mêmes l'objet de tentatives de dépeçage (les Etats de Syrie, par exemple, créés par la Puissance mandataire française).

Tout en affirmant, parfois de manière exacerbée, leur appartenance à la Nation arabe, et, pour certains, la volonté de donner à celle-ci un corps politique réunifié, ces Etats ont en réalité aménagé leur territoire de manière très centralisatrice, affirmant la primauté absolue de la capitale et des pouvoirs qui y résidaient. Même si les voies pour y parvenir furent plus ou moins coercitives, et ont dû composer avec des forces puissantes, qui ont parfois elles-mêmes investi l'Etat (les tribus au Yémen, par exemple), et si le degré de centralisation varie d'un pays à l'autre, d'un pouvoir à l'autre, il n'en reste pas moins que les liens transfrontaliers (commerciaux, familiaux, tribaux, confessionnels) ont été atténués, sinon rompus, et qu'une polarisation en direction de chaque capitale leur a fait progressivement contrepoids. L'image courante pour illustrer ce phénomène est celle d'Alep, qui, grande cité commerçante et cosmopolite de l'Empire ottoman, a perdu une partie de son rayonnement après la première guerre mondiale, repris un certain lustre lors du Mandat français, grâce à l'arrivée de réfugiés arméniens et à la mise en valeur de son arrière-pays syrien, pour s'étioler après l'indépendance et les politiques de nationalisation et de concentration du pouvoir politique à Damas¹.

¹ Voir Marc Lavergne : "L'urbanisation contemporaine de la Syrie du Nord", *Revue du Monde musulman et de la Méditerranée*, 62, 1991-4,.

C'est donc par rapport à cette affirmation de l'Etat-nation, centralisé, maître à la fois des instruments économiques et de la capacité de remodeler le territoire et les représentations sociales, qu'interviennent aujourd'hui les mutations évoquées plus haut dans le processus de développement.

Sous l'appellation de "retour du local", elles incluent tout un pan de la remise en question des politiques centralisatrices antérieures: le renversement des perspectives spatiales que cette appellation évoque est en effet le "marqueur" d'une révolution, au sens copernicien du terme, dont les signes peuvent être décelés partout, à des degrés encore très divers.

Le développement local, une révolution silencieuse

Ce développement local représente-t-il vraiment un contre-modèle, une alternative au développement centralisé en vogue jusque là? Ou bien n'est-il, plus modestement, qu'une nouvelle dimension, complémentaire, du développement des pays arabes?

Cette question suppose une définition d'un terme galvaudé, celui de développement: classiquement celui-ci est distingué de la croissance, en ce qu'il consiste non pas seulement dans un processus d'accroissement quantitatif de la production de biens et de services, mais dans une transformation structurelle multiforme de l'économie, c'est-à-dire de la répartition sectorielle de la production (passage de la primauté du secteur du primaire à celle du secteur secondaire, puis à celle du tertiaire), par une mutation des processus de production et au-delà de la société (changement des valeurs, des normes, des comportements sociaux, etc.).

Le développement ne consiste donc pas, par exemple, en un passage linéaire du rural à l'urbain, mais en une dialectique et une intrication de relations nouvelles entre monde rural et monde urbain. Celles-ci reposent sur une articulation d'un type nouveau, beaucoup plus complexe que par le passé, entre d'un côté, l'échelle locale, où se jouent un ensemble de relations économiques, sociales et culturelles, et le "système-monde", qui n'est plus représenté par une dimension externe aisément identifiable comme la métropole coloniale ou les pays industrialisés du Nord, mais comme un ensemble multipolaire à dimension planétaire, qui intègre peut-être le niveau local, et entre en tous cas avec lui dans une interrelation complexe, mêlant l'économique, le social et le culturel.

Dans cette relation, l'Etat ne disparaît cependant pas: il joue toujours un rôle central, de relais entre les échelles, entre le local et le "système-monde". Mais devenu médiateur, il n'est plus nécessairement le centre de production de l'idéologique, ni le lieu unique d'impulsion du développement et de la "modernité".

Le retour du local doit donc se comprendre comme l'irruption de nouveaux acteurs sur les scènes économiques, sociales et culturelles, acteurs qui procèdent du niveau local, et de son interrelation avec le "système-monde", et qui développent avec ou contre l'Etat toute une gamme de stratégies visant à élargir leur champ d'action.

La petite ville, berceau du développement local

La petite ville est l'un des lieux privilégiés d'intervention de ces acteurs du développement local. L'un des faits frappants de la démographie du monde arabe depuis une vingtaine d'années est en effet, dans le cadre d'une urbanisation rapide et généralisée, l'essor des petites villes.

Bien que, comme le rappelle plus loin Salim Tamari, la définition de celle-ci varie d'un pays à l'autre, ce qui rend difficile la mesure exacte du phénomène, le cas algérien présenté par Marc Côte est assez représentatif de l'évolution générale¹. Et Tidiane Koïta évoque la poussée des petites villes mauritaniennes, qui connaissent un essor saisissant, à la charnière entre la sédentarisation des nomades et "l'explosion" de la capitale.

En 1986, Pierre Signoles notait que les petites villes du monde arabe, décrites par Jean-François Troin comme "à la mode" dès 1971, n'avaient pas jusque là donné naissance à une production de travaux scientifiques, comparable à celle qui s'était attachée à l'étude des grandes villes.

Dix ans plus tard, la transformation d'un grand nombre de villages en centres urbains, et de petites villes en foyers de développement local est un fait qui méritait d'être cerné, à l'image des recherches menées sur l'Afrique noire, où le phénomène est pris en compte par les institutions internationales et les organisations non gouvernementales qui se consacrent au développement: Monique Bertrand trace plus loin un bilan provisoire de ces recherches sur l'Afrique Noire, et Frédéric Giraut se livre à une tentative stimulante de modélisation des relations qui parcourent la petite ville ouest-africaine.

Tout comme le bouillonnement des activités et des initiatives décrit pour l'Afrique Noire nous entraîne loin des rives de l'afro-pessimisme, la situation mouvante, empreinte souvent de dynamiques multiformes, que dépeignent les études qui suivent, tranche, dans de nombreux pays du Monde Arabe aujourd'hui, avec l'immobilisme apparent du pouvoir.

¹ Pour une analyse détaillée du phénomène au début des années 80, se reporter aux deux volumes *Petites villes et villes moyennes dans le Monde arabe*, fascicules 16 et 17, URBAMA, 1986, 838 pages.

La perception de ce rôle nouveau joué par les petites villes est symbolisée par le fait que les définitions administratives de la ville, qui déterminent pour chaque pays le seuil du passage du rural à l'urbain, et qui sont généralement fondées sur la taille de la population ou le statut administratif, sont remises en question par les observateurs, comme en témoignent la plupart des articles qui suivent: ces définitions sont enrichies, pondérées par des critères plus fins, moins exclusivement quantitatifs, qui intègrent non seulement la répartition de l'emploi et des activités économiques par secteur et par catégories, mais ouvrent sur des notions culturelles, telles que la citoyenneté, dans sa "régression" illustrée par Salim Tamari pour les petites villes de Palestine.

En fait, même ces indicateurs ne permettent pas de cerner la totalité du fait urbain: il y a près de trente ans Henri Mendras signalait en France "la fin des paysans"; dans le Monde arabe, qui a vécu cette mutation avec un décalage dans le temps, la frontière entre le rural et l'urbain, en termes d'activités, de niveaux d'équipements et d'infrastructures, de modes de vie et de valeurs, tend à s'estomper rapidement. Peut-être le boom pétrolier a-t-il joué dans cette région le même rôle que la reconstruction et la modernisation de l'après-guerre en Europe occidentale. L'automobile, le téléphone, la télévision rapprochent la ville de la campagne, jusqu'à rendre celle-ci attrayante pour les citadins, et provoquant un renversement encore timide des flux migratoires, avec des migrations pendulaires qui touchent toutes les grandes métropoles¹.

La croissance démographique du Monde Arabe (doublement tous les 25 ans environ), jointe à une évolution technologique rapide, conduit même à l'urbanisation des formes de l'espace bâti villageois, comme nous l'avons relevé en Jordanie². La pluri-activité qui se répand dans les campagnes, la mobilité accrue des populations en quête d'études, de travail, d'échanges, en un mot la disparition du monde rural comme société autonome, avec ses hiérarchies et ses valeurs propres, posent la question de la pertinence des notions de ruralité, et a contrario, de la spécificité de l'urbain.

Partout, les mêmes aspirations au progrès individuel, à la fois matériel et intellectuel, partout les mêmes désirs de consommation, d'élévation sociale, le même appétit de découvertes et de compréhension du monde, auxquels les appels au repli identitaire tentent de fournir un dérivatif, en l'absence, bien souvent, de possibilités d'assouvissement.

¹ Voir Sylvie Fanchette : *Le delta du Nil : densité de population et urbanisation des campagnes*, thèse de doctorat, Paris VIII, 1992, 2 tomes, 667 pages.

² Marc Lavergne: "Autour du concept de 'ville petite et moyenne' en Jordanie, quelques réflexions sur le passage du rural à l'urbain dans l'Orient arabe", *Annales de Géographie*, 575, pages 5 à 28, Paris, 1994.

Dans ce rapprochement de mondes hier étrangers, la petite ville réussit à affirmer son rôle-charnière: première strate urbaine, tout en conservant des liens directs avec la campagne, et une activité agricole marquée, elle n'en introduit pas moins une rupture, un basculement vers le monde de la diversité et de l'ouverture.

La migration des campagnes vers les villes n'est pas interrompue, mais change de signification: le déversement de l'excédent démographique rural sur les grandes villes s'est beaucoup réduit, et les images de paysans désorientés débarquant au Caire à raison d'un millier par jour appartiennent au passé; au Maghreb, des migrations alternantes saisonnières en ont pris le relais, les grandes villes, saturées, n'étant plus aussi accueillantes, d'autant que la conjoncture économique n'est plus aussi favorable que durant les années 70. La pluri-activité paysanne, sur place ou grâce à la migration quotidienne de travail, est devenue la règle dans de nombreuses régions; le désenclavement des campagnes conduit les paysans beaucoup plus facilement à la ville que par le passé: transports en commun et camionnettes sillonnent les campagnes, et le recours à la ville est devenu habituel pour des paysans dont le niveau de vie et d'instruction s'est amélioré: ville marché, certes, mais aussi ville pourvoyeuse de biens et de services naguère inconnus, ville de l'administration, ville où les enfants sont scolarisés au-delà du primaire, ville où l'on prend le train ou l'autobus pour la capitale, etc.

A partir de l'exemple des petites villes du Nord-Ouest marocain, Aziz Iraki montre la naissance d'une territorialité duelle, où se rééquilibrent et se redéfinissent les relations entre la ville et sa campagne, dans les stratégies des migrants ruraux par rapport à leur milieu de départ.

Ainsi, alors même que les campagnes s'ouvrent et s'enrichissent, la petite ville recouvre son rôle-pivot au service de ce monde rural, d'une manière plus fine et plus diverse que par le passé.

Les paysans sont présents à la ville, non plus, comme naguère, en tant que producteurs ou contribuables seulement, mais de plus en plus aussi comme consommateurs. L'agriculture étant de plus en plus commerciale et de moins en moins vivrière, la vente de ses produits devient partie inhérente de l'activité agricole, que le paysan l'assure lui-même ou qu'il passe par un grossiste, qui se chargera de son expédition au loin, vers la grande ville ou les marchés extérieurs.

Les travaux qui suivent, portent sur une douzaine de pays arabes, de la Mauritanie au Yémen et du Liban au Soudan; ils offrent un panorama assez divers, .

La multiplication des petites villes et l'accroissement de leur poids démographique ne sont plus des phénomènes nouveaux; en revanche, ces études montrent la capacité de cette strate urbaine à jouer le rôle de ferment de "modernisation", d'un milieu favorable à l'éclosion de nouveaux acteurs, qui, s'appuyant sur l'Etat, ou au contraire s'opposant à ses logiques, peuvent explorer et mettre à profit

des potentialités différentes de celles des grandes villes et du développement centralisé.

Le développement local, autre face de l'économie-monde

Dans une économie centralisée, les dynamiques locales sont suspectes: spontanées, elles sont difficilement contrôlables et peuvent mettre en danger la planification de l'ensemble de l'économie.

Sur le plan politique, elles manifestent des forces diverses, des intérêts cantonnés à une région, à un groupe, aussi étaient-elles considérées comme une menace pour les efforts d'intégration nationale.

La situation a changé, sans doute parce que l'Etat a désormais solidement assis sa légitimité, que l'émergence de fonctionnements à base locale n'est plus perçue comme de nature à s'opposer à la construction de la nation, et peut au contraire en apparaître comme le complément.

D'autre part, les difficultés budgétaires de la plupart des Etats arabes, même les plus fortunés, conduisent à leur désengagement progressif de nombre de responsabilités économiques et sociales, sur lesquelles ils avaient édifié leur légitimité: des politiques d'ajustement structurel, imposées souvent par le Fond Monétaire International, sont mises en œuvre. Une partie importante de ces mesures porte sur la réduction du rôle redistributeur de l'Etat, et renvoie les charges qu'il assumait sur des formes nouvelles, autonomes de solidarité à l'échelle locale; une autre partie vise à libérer le champ économique de ses contraintes, la dévaluation de la monnaie étant destinée à favoriser l'éclosion de nouvelles activités, fondées sur le coût réduit de la main d'œuvre. Intervient alors une nouvelle génération d'acteurs économiques, qui, en beaucoup d'endroits font fleurir services, commerces, ateliers, petites industries, grâce aux fonds épargnés dans l'émigration et à des compétences acquises dans un système scolaire qui touche la majorité des enfants.

Ces nouveaux entrepreneurs sont habiles à saisir toutes les opportunités, à répondre aux besoins non satisfaits par le système dirigiste antérieur, aux besoins qui émergent par imitation des modes nouvelles de l'Occident, ou encore aux demandes qui s'offrent sur des créneaux du marché extérieur.

Collant ainsi aux capacités technologiques du milieu, au désir et aux moyens de consommation de la population, épousant les modes avec une grande souplesse, les nouveaux entrepreneurs du Monde arabe privilégient une approche locale de l'économie: cette approche est plus propice à la mobilisation des capitaux et des énergies, à travers les

réseaux, remobilisés pour l'occasion, des connaissances et des parentèles. Ces entrepreneurs sont certes très divers, et un monde sépare par exemple les migrants ruraux qui tentent d'investir les petites villes du Nord-Ouest marocain des commerçants de luxe beyrouthins, décrits par Lillane Barakat, que la guerre libanaise a contraints à s'installer à Jounieh. Ils ont en commun d'être incapables, ou de répugner à s'investir dans les formes anonymes et complexes de l'économie moderne.

Le local tirerait ainsi son efficacité, d'une part, d'investissements moins onéreux, accessibles aux acteurs locaux, d'autre part, d'une meilleure prise en compte à la fois des capacités techniques, des besoins et du contexte socio-culturel des groupes concernés. La bureaucratie et la technocratie seraient court-circuitées par ces initiatives contrôlées d'en bas, tandis que le "bien-être identitaire" s'accroîtrait en proportion inverse de la taille du groupe et de l'espace d'appartenance, soit un facteur d'implication de l'individu dans l'action collective, et, donc, d'amélioration de la productivité.

Le local apparaît ainsi comme une "niche" pour des compétences et des investissements qui n'ont ni la taille ni le désir de se jeter dans le grand jeu des affrontements commerciaux, technologiques et humains de l'échelle multinationale. Il présente également des occasions de mobilisation de compétences inutiles à d'autres échelles, ou que les modèles classiques ignorent, mais qui sont héritées de longues traditions d'organisation du travail, de solidarités, de stratégies de groupe ou d'individus.

Les nouvelles formes économiques, dites post-industrielles, font justement la part belle aux modes de communication légers, informels, rapides qui, utilisant l'informatique et la télématique, permettent de démultiplier les centres de décision et d'exécution. Au Moyen-Orient en particulier, l'engouement généralisé pour le téléphone cellulaire ou les réseaux Internet, réduit les distances et symbolise fortement la volonté d'autonomie des individus.

Cet accent mis sur les communications montre bien que le local, loin d'être un milieu fermé, préservé, résiduel, est au contraire largement ouvert sur le monde. Cette ouverture repose sur une tradition déjà longue d'émigration outre-mer, qui, depuis des décennies, relie les villages les plus reculés du Haut-Atlas, de Kabylie ou du Mont-Liban aux métropoles d'Europe ou d'Amérique.

Le développement local n'est donc pas qu'un moyen de résorber les tensions nées de la mondialisation de l'économie, en reconvertissant dans des activités sociales ou peu productives l'excédent de main d'œuvre qui en résulte, et psychologiquement, en maintenant parmi les populations concernées une fiction d'autonomie de décision. Il correspond bien à une volonté déterminée, chez les nouveaux acteurs économiques, de jouer sur l'articulation entre les potentialités propres à

leur milieu et les nouvelles règles du libéralisme économique à l'échelle mondiale.

De nombreux pays arabes opèrent aujourd'hui, à des degrés divers, des choix économiques et sociaux imposés par des logiques transnationales (délocalisations en quête de main d'œuvre docile et bon marché, tourisme en quête de plages et de soleil, agriculture commerciale tournée vers les marchés européens, etc.), et financés pour une part grandissante par des capitaux extérieurs. Dans cette évolution, quelles sont la place réelle et le degré d'autonomie du développement local?

Les transferts de capitaux venus des pays industrialisés, s'investissant selon la logique des avantages comparatifs à l'échelle planétaire, pèsent d'un poids déterminant dans le destin des communautés d'accueil. Mais celles-ci, soit, par leurs spécificités (qualité de la main d'œuvre pour les industries délocalisées, sens de l'hospitalité pour l'industrie touristique, etc.), sont un facteur d'attraction de ces capitaux, soit, avec plus ou moins de succès, s'efforcent de se greffer sur la nouvelle donne: en ce qui concerne les habitants de Douz, dans le Sud tunisien, Abdelfettah Kassah montre bien les efforts qu'ils prodiguent pour profiter de la manne du tourisme saharien, en concurrence avec les stations balnéaires du littoral et les fournisseurs des grandes villes du Nord.

Avec des ateliers de confection en sous-traitance travaillant pour les marchés européens, le mode de diffusion du développement local est bien différent: les entrepreneurs de Sahline, dans le Sahel de Sousse en Tunisie, suivent une logique purement financière; mais les jeunes ouvrières qu'ils emploient voient leur existence et leurs attitudes bouleversées par le travail salarié: elles échappent en partie à la tutelle familiale et acquièrent une autonomie porteuse de profondes mutations socio-culturelles¹.

Le développement local a donc des relations très variées avec "l'économie-monde". Tantôt la relation est surtout passive, l'investissement de capitaux extérieurs a des conséquences d'ordre avant tout socio-culturel, qui immédiatement n'entraînent pas l'apparition d'une dynamique locale autonome. Tantôt au contraire, il est à la fois l'expression de dynamiques locales et le produit de l'interaction de forces, de stratégies qui le dépassent, ou qui, en émanant, se projettent bien au-delà de ses frontières: le local, point de départ des migrants auxquels il dispense des aptitudes transmises par des générations d'adaptation aux conditions du milieu (vertus d'endurance et d'économie prêtées aux montagnards, vertus d'adaptabilité et de frugalité des sociétés nomades, etc.), est aussi le siège d'une

¹ Isabel Ruiz : "Evolution urbaine et main d'œuvre féminine employée dans l'industrie textile exportatrice : le cas d'une petite ville du Sahel tunisien (Sahline)", maîtrise de géographie, Université de Tours, 1993, 298 pages.

production agricole en quête de débouchés rémunérateurs; mais les décisions, les événements les plus lointains, comme l'implantation d'une firme multinationale, les variations du cours mondial d'une matière première, des monnaies, des tarifs douaniers, par exemple, ont un effet immédiat au niveau local.

Entre le fonctionnement de l'économie à l'échelle mondiale, et le développement local, il n'y aurait donc pas contradiction, mais bien articulation d'échelles, sous l'impulsion d'acteurs dont les stratégies se coordonnent, s'opposent ou se complètent, selon des combinaisons et des échelles variables.

Dans ce cadre renouvelé, quel est le rôle de l'Etat? Se voit-il désormais privé de son rôle de pivot de l'économie, ne serait-il plus qu'un cadre de références, producteur de normes juridiques, douanières, de réglementations obsolètes aussitôt qu'édictees? Le développement rapide de toutes les formes d'économie clandestine, de la contrebande, de l'habitat spontané, pourrait le laisser penser. Mais si l'Etat dispose de moins de fonds à distribuer, si son rôle de bâtisseur de la nation est plus ou moins achevé, et si la tendance générale est à son "désengagement", il n'en conserve pas moins, bien souvent, un rôle moteur dans le fonctionnement de l'économie et de la société, et donc dans le développement local.

L'Etat, acteur du développement local

Le développement local pourrait de prime abord paraître antinomique de l'intervention de l'Etat. C'est d'ailleurs ainsi qu'il est, semble-t-il, perçu par les institutions internationales concernées par les problèmes de développement; leur conception du développement est inspirée par une idéologie libérale, qui considère le poids de l'Etat comme une charge, et incite à transférer une partie de ses responsabilités à des acteurs non-institutionnels, soit associatifs pour les activités non-marchandes (éducation, santé, etc.) prises en charge par des ONG de bienfaisance, religieuses ou civiles, etc., soit proprement commerciaux pour des activités qui leur paraissent relever du secteur marchand (ou pour lesquelles existe une demande solvable: éducation, santé également dans certains cas, etc.).

Le développement ne ressortit cependant pas seulement de l'économique; il touche aussi au domaine socio-culturel qui lui imprime sa marque, et se trouve transformé par ses effets. Ainsi les domaines de l'éducation et de la santé sont-ils pris en charge par le secteur public, tant dans les pays riches qui se veulent, ou se voulaient Etats-providence, bien qu'adeptes du libéralisme économique (Golfe, Jordanie, etc.), que dans les pays qui ainsi souhaitaient concrétiser un souci de réforme sociale. Mais partout ou presque, a subsisté un système privé, réservé aux couches les plus fortunées, mais parfois

quasi-exclusif, comme au Liban, cas extrême d'effacement de l'Etat dans le domaine socio-éducatif.

En fonction encore de la structure de pouvoir, des services peuvent être réservés par l'Etat à telle ou telle catégorie de citoyens: fonctionnaires, militaires, ouvriers, nomenklatura, etc.

La responsabilité de l'Etat reste donc, dans ce domaine, souvent importante et surtout revendiquée par les citoyens: le refus de l'Etat de pourvoir les quartiers des grandes villes nés spontanément, en infrastructures et services urbains engendre un sentiment d'injustice, et ouvre la voie aux associations caritatives de proximité, souvent liées aux mouvements islamistes, qui endossent le rôle de l'Etat dans tous les domaines: éducation, santé, emploi, mais aussi justice, régulation sociale.

L'Etat conserve des prérogatives liées à l'échelle de son intervention; il maîtrise la réalisation des infrastructures lourdes, le cadre juridique, la cohérence des projets économiques, les rapports institutionnels avec l'étranger, et, par ses choix économiques et monétaires, peut favoriser l'emploi, l'investissement, tel secteur ou telle branche.

Le désenclavement des campagnes par la construction de routes, l'électrification sont de son ressort, ainsi que, parfois, en l'absence de pouvoir municipal, des activités éducatives, en particulier dans les grandes villes.

L'Etat dispose de moyens majeurs d'intervention, ceux par exemple de l'aménagement du territoire (en suivant une ligne de conduite plus ou moins affirmée selon les pays). Disposant des outils de la souveraineté, il s'efforce de contrôler les flux de main d'œuvre (entrée et sortie), et les flux de capitaux, bien que dans les deux cas, la pratique soit parfois éloignée de la réalité (arrivée de travailleurs clandestins dans les pays d'accueil de main d'œuvre, retour non-déclaré de l'épargne des émigrés, etc.).

La prise des décisions au sein de l'appareil d'Etat est le fruit de négociations, de compromis et de choix entre les groupes qui se partagent le pouvoir. Ces choix s'inscrivent dans une cohérence d'ensemble, qui définissent le projet politique du pouvoir, dans le cadre d'idéologies qui se veulent mobilisatrices autour de valeurs nationales. Ainsi, pour l'Arabie saoudite, Jacques Seguin met en évidence une Stratégie nationale de peuplement qui exprime un projet national fort; les choix étant effectués au niveau central et néanmoins discutés et amendés en fonction de rapports de force au niveau local.

Lorsque l'Etat prend en compte la dimension spatiale, à l'aide de la planification du territoire (cas encore de l'Arabie saoudite, mais aussi de la Jordanie, de l'Algérie, de la Tunisie¹), les pouvoirs publics peuvent

¹ Voir Pierre Signoles : *L'espace tunisien : capitale et Etat-région*, 2 vol, 1985, 1041 pages.

chercher à impulser eux-mêmes le développement local, ou plus modestement, à créer des conditions favorables pour qu'émergent des dynamiques locales.

Dans le Sud jordanien, l'Etat a procédé à des investissements industriels ou universitaires, dans l'espoir qu'ils déclenchent des effets tels que l'arrêt de l'exode des jeunes, une reprise agricole répondant à une nouvelle demande locale, plus profondément dans le souci de transformer l'image répulsive du Sud, et de mettre un frein à l'attraction exercée par la capitale sur la province. L'un des effets positifs du Haut Barrage d'Assouan, dans les années 60, avait en effet été de dynamiser l'économie de l'extrême-Sud de la Haute-Egypte, grâce aux milliers de travailleurs présents sur le chantier, à l'industrialisation induite par l'électricité produite, relayée, dans les années 70, par le retour des touristes.

Pour que, comme à Taher, dans l'Est algérien, les dynamiques locales, de façon inattendue, embrayent sur le projet industriel initial de l'Etat (croissance urbaine, descente des montagnards vers le centre d'attraction, développement de nouvelles spéculations agricoles à destination d'autres marchés urbains), certains éléments socio-culturels et des opportunités d'investissement rentables doivent être présents.

Les bourgades alaouites de la montagne côtière en Syrie bénéficient par exemple d'aides financières de l'Etat, qui ne parviennent pas à effacer sous d'ambitieuses réalisations en matière d'urbanisme, une ruralité encore très marquée: le fonctionnement de ces sociétés montagnardes, organisées en clans assez fermés, y a sa part de responsabilité; mais les opportunités économiques sont de toute façon faibles, et concurrencées par celles qu'offrent les ports côtiers, entourés d'une riche plaine agricole.

Fabrice Balanche montre également à quel point le pouvoir central suit de près les évolutions locales: s'il manifeste en général une certaine sollicitude pour la région d'origine du chef de l'Etat et des principaux dirigeants, les choix stratégiques correspondent à des intérêts plus larges de la classe dirigeante: développement d'un secteur de l'économie, d'une région, appui à une catégorie d'acteurs, etc. On constate ainsi une grande diversité de situations, dans la répartition des activités et des hommes: la Tunisie et le Maroc connaissent une concentration démographique sur certaines parties du littoral, autour de grandes métropoles, tandis que l'Algérie et, à un moindre degré, la Libye, ont tenté de dynamiser l'intérieur par une politique volontariste; en Egypte, le delta est plus dynamique que la vallée qui, se sentant délaissée par le pouvoir central, entretient une fronde ancienne sous le nouveau visage de l'islamisme, tandis que la Syrie a privilégié les campagnes au détriment des grandes villes dont la bourgeoisie sunnite était à l'origine hostile au régime baassiste.

Si l'Etat fournit souvent un appui au développement local, en s'efforçant de renverser les tendances "naturelles" à la concentration

dans les grands centres, il ne se défait pas volontiers de ses prérogatives en se prononçant pour une véritable décentralisation: la faiblesse des institutions (lorsqu'elles existent) et des moyens nécessaires pour mettre en œuvre une politique locale est remarquable: le cas du Liban est extrême, où les Conseils municipaux en place ont été élus en 1963 (!), mais les finances des bourgades alaouites par exemple, restent étroitement dépendantes des dotations de l'Etat.

Les revenus fournis par l'implantation de grosses unités industrielles ou par des activités commerciales, donnent pourtant à certaines municipalités, comme Taher en Algérie, une marge de manœuvre. Mais l'inégalité de moyens qui peut résulter de cette autonomisation financière des municipalités peut conduire à une perte de légitimité de l'Etat, dont l'une des raisons d'être est de créer le sentiment de solidarité nationale par des mécanismes de péréquation.

La petite ville, entre Etat et acteurs locaux

La croissance de la petite ville est donc souvent d'abord le résultat d'une "urbanisation par le haut": l'Etat y implante des services, eux-mêmes induits par le rang administratif qui lui est conférée (cas de Egypte en particulier)¹. Ces services peuvent aussi être pris en charge, pour partie, par les habitants, ceux-ci ayant une conscience assez élevée de leurs intérêts communs: cas des villes à forte identité communautaire, comme Méhardeh ou Sélémiyeh en Syrie, le Mzab ou la Montagne libanaise, druze ou maronite, etc., avec la participation volontaire ou non des émigrés, comme en Grande Kabylie où les mécanismes de fonctionnement de la djemaa villageoise ne disparaissent pas avec l'urbanisation.

La petite ville se signale souvent par la présence de bâtiments administratifs ou abritant des services délégués de l'Etat: mairie, poste de police, lycée, école technique, hôpital, tribunal, chef-lieu du canton ou du département, perception, stade, directions de l'agriculture, de l'équipement, éventuellement caserne. Dans certains pays, comme la Jordanie, la Syrie, l'Arabie saoudite, les urbanistes de l'Etat lui imposent des normes uniformisatrices: une ou deux rues commerçantes, différenciation sociale des quartiers, édification d'une Cité des fonctionnaires ou d'immeubles collectifs pour le logement des ouvriers.

Les chaussées sont viabilisées, souvent de façon ostentatoire, pour une circulation automobile parfois peu intense. Les trottoirs eux-mêmes sont dallés, les ronds-points ornés de fontaines, de massifs de fleurs et d'arcs de triomphe à la gloire du chef de l'Etat marquent les entrées de la

¹ Voir Galila El-Kadi : "Nouvelles tendances de l'urbanisation en Egypte : ruptures ou continuités", *Egypte/Monde arabe*, CEDEJ, n°1, pages 25-54.

ville et ses carrefours. Parfois, comme l'indique Fabrice Balanche, une débauche d'éclairage public sert surtout à affirmer l'acquisition récente du statut urbain.

L'amélioration du cadre bâti et de l'habitat est principalement du ressort des habitants, selon leurs moyens et leurs modèles. Les émigrés jouent ici un rôle d'avant-garde: transformation des maisons, ouvertures donnant sur l'extérieur, ajout de terrasses, changement de matériaux, comme on le voit à Taher. A l'intérieur, la disposition et le rôle des pièces sont réévalués: installation de sanitaires, douches, séparation des chambres à coucher et des pièces de réception, cuisine intégrée dans la maison, et non plus reléguée dans la cour, disparition du four à pain, etc.¹. Les différences régionales s'estompent avec l'adoption de modèles architecturaux importés: immeubles collectifs de standing divers, villas à toit de tuiles, ceintes de hauts murs dans les nouvelles extensions urbaines, ou au beau milieu de la campagne².

Ces changements indiquent une circulation monétaire accrue et un enrichissement: développement des services marchands, avec des magasins plus variés, répondant aux nouveaux besoins nés de l'émigration à l'étranger et du contact avec la grande ville. La consommation se lit dans l'habillement (prêt à porter pour hommes et femmes) et boutiques de mode, remplaçant le tissage domestique et le recours au tailleur, dans la généralisation des appareils électroménagers qui permet l'électrification et l'eau courante (lave-linge, TV, vidéo, lecteurs de cassettes), dans les "minisupermarchés" remplaçant l'épicerie traditionnelle, dans la multiplication des ateliers de réparation automobile.

De la gare routière, centre d'animation proche du marché, partent les minibus qui desservent les villages environnants et relie la petite ville à la capitale régionale et nationale. L'utilisation des charrettes et des animaux de bât s'est raréfiée au profit des camionnettes, des minibus et des taxis collectifs. L'automobile privée n'est plus une exception.

L'épargne des ruraux aussi bien que celle des citadins est drainée par la banque, agence d'une banque commerciale, souvent d'Etat, tandis que la banque agricole, la banque de l'habitat et les caisses d'épargne ouvrent des succursales et accordent des prêts aux commerçants ou aux agriculteurs engagés dans la modernisation.

Les activités de production les plus répandues tournent autour du bâtiment:

- entreprises de construction;
- artisanat des métiers du bâtiment (maçonnerie, électricité, plomberie);

¹ Voir Daniel Pinson : *Modèles d'habitat et contre-types domestiques au Maroc*, Fascicule 23, URBAMA, 1992, 230 pages.

² Voir "Mutations rurales au Moyen-Orient", collectif, *Cahiers du CERMOC*, 1, 1991.

- fabrication de parpaings, de tuiles, de briques, ferronneries préparant les fers à béton omniprésents, mais aussi les cadres de portes et de fenêtres, tantôt en fer, tantôt (et de plus en plus) en aluminium, vitreries qui ne dépassent pas la taille d'ateliers opérant dans la rue ou sur le trottoir, forment l'embryon de zones industrielles;

- fabrication de meubles, à partir de bois et de contreplaqués importés, et faïencerie pour l'équipement des salles de bains et des sanitaires.

Logiquement, on trouve encore des activités agro-industrielles:

- industries mettant en valeur les produits livrés par la campagne: huileries dans les régions d'oliveraie, minoteries dans les régions céréalières, usines d'égrenage du coton, conditionnement des fruits et des légumes pour la livraison à la grande ville ou pour l'exportation, et, parfois, de plus grosses unités qui ont transformé tel village en petite ville industrielle (sucrerie à base de betterave ou de canne à Tell Salhab en Syrie, complexe de traitement de fruits et légumes: confitures, jus de fruit, concentrés de tomates, usine textile: filature et tissage du coton, etc.);

- à côté de ces industries, la petite ville héberge toute la gamme des activités de services destinés aux ruraux, qui traduisent sa fonction de commandement des campagnes; les transformations rapides de l'agriculture, son ouverture sur les marchés urbains et mondiaux, ont accru ses besoins en intrants: produits chimiques, engins mécaniques (tracteurs), équipements d'irrigation. La petite ville abrite les distributeurs de ces équipements et de ces produits, les ateliers de réparation qui traitent aussi bien camionnettes que tracteurs et motopompes, etc.

L'imbrication des activités rurales et urbaines se traduit parfois par la floraison d'une nouvelle agriculture périurbaine, voire intra-urbaine: extension anarchique de la palmeraie (à Douz), développement du maraîchage, ou même de l'élevage, activités de survie pour les migrants qui investissent les villes de l'Espoir en Mauritanie, etc.

Finalement, la réussite d'un processus durable de développement local nécessite la conjonction de plusieurs atouts:

- une fonction de carrefour, d'intermédiaire en direction des autres strates de la hiérarchie urbaine, une aire d'influence rurale étendue et riche: les petites villes situées sur un littoral propice, ou dans l'orbite d'une métropole, reçoivent le gros des investissements industriels et touristiques; mais celles qui sont trop proches d'une métropole ont du mal à préserver leur personnalité: c'est le cas des villes de la basse-Medjerda les plus proches de Tunis, des petites villes de l'axe atlantique marocain, ou de la périphérie d'Alger. Elles deviennent de banales banlieues résidentielles ou industrielles, dont la population, rassemblée par l'espoir d'un travail en ville est hétérogène.

A l'opposé, les petites villes de régions déprimées, comme l'arrière-pays ou certains massifs montagneux, voient l'économie de leur aire

d'influence stagner, en l'absence de capitaux prêts à s'investir dans ces milieux difficiles. Elles sont en proie au chômage et à l'exode vers la grande ville ou la côte. Les actifs doivent faire de longues migrations quotidiennes pour se rendre à la ville, ou se résoudre à l'émigration vers l'étranger. On en rencontre maints exemples parmi les petites villes de la montagne ou de la steppe en Algérie, dans le Nord-Ouest marocain, la Dorsale et les Basses Steppes tunisiennes, au Soudan (Sinkat), dans le Sud jordanien (Kérak) ou en Syrie côtière (bourgades de la montagne alaouite).

- une culture ouverte aux échanges et au changement, favorable à l'interaction de divers groupes sociaux, une organisation citadine apte à négocier avec l'Etat mais préservant l'autonomie locale: les régions qui en sont dépourvues risquent d'être négligées par les plans d'aménagement du territoire, et sous-équipées. La ville de Sélémiyeh, bien qu'habitée par une communauté ismaélienne, ne bénéficie de ses en-religioneux industriels et prospères de l'étranger, que d'une solidarité morale; les capacités qu'offre sa prédisposition à la modernité ne peuvent se déployer dans un milieu semi-désertique éloigné des voies de communication et des centres du pouvoir. Tel est également le cas de toutes les régions laissées en marge par le développement centralisé, comme la Haute-Egypte, le Sud jordanien, les montagnes algériennes et marocaines, l'intérieur tunisien, la Békaa et la montagne libanaise. Le dynamisme de leurs habitants, qui se manifeste dans l'émigration, n'est pas en cause.

Pour pallier à l'absence de l'un ou l'autre de ces atouts, l'Etat, avec la puissance des moyens dont il dispose, en fonction de ses choix stratégiques, peut se lancer dans une opération de développement à grande échelle: route de l'Espoir en Mauritanie, implantations d'industries lourdes dans l'Est algérien, de l'Université de Moutah dans le Sud jordanien, etc.

Mais depuis les années 80, les restrictions budgétaires interdisent de plus en plus le recours à de telles interventions: seule l'Arabie saoudite, avec des contraintes grandissantes, poursuit la mise en place d'un quadrillage de son territoire.

Depuis les années 80, le retrait partiel de l'Etat, malgré le rôle encore souvent important voire décisif qu'il continue de jouer, a entraîné l'irruption de nouveaux acteurs, économiques, mais aussi sociaux, qui donnent tout son sens au développement local.

Les nouveaux acteurs sur la scène du "local"

Ces nouveaux acteurs représentent des formes de réorganisation sociale et d'adaptation collective aux nouvelles contraintes nées de la raréfaction des moyens de l'Etat, et aux nouvelles opportunités offertes par l'ouverture économique.

Ces stratégies se développent en marge de l'action de l'Etat, cherchant tantôt à la détourner au profit du groupe, tantôt en s'y opposant de manière plus ou moins frontale.

On voit ainsi des régions marginales accéder à la prospérité, grâce à des activités clandestines plus ou moins tolérées, parfois même discrètement encouragées: c'est le cas de la montagne rifaine ou du nord de la Békaa libanaise orientées vers la monoculture de drogues à destination des marchés européens, des villes-frontières d'Algérie, de Tunisie ou de Libye vivant de la contrebande des marchandises, des investissements immobiliers des émigrés dans leur région d'origine, etc.

Ces activités, ces comportements socio-culturels nouveaux sont le fait d'acteurs, implantés localement, souvent porteurs d'une identité, de valeurs et de déterminations globales qui ne sont pas purement économiques, en relation étroite avec le monde rural, dont ils tirent leurs ressources ou leur savoir-faire, et auquel ils injectent de la "modernité"; ces acteurs sont aussi des passeurs.

Ce sont eux qui portent la double identité de la petite ville, à la fois reçue et choisie, entre le terroir d'origine, le milieu urbain et d'autres ailleurs à conquérir. On pourrait à leur sujet parler d'identités plurielles, ou d'une identité à plusieurs facettes, correspondant à autant de lieux. Pour eux, l'espace est désacralisé, la territorialité par appropriation d'un espace fait place à une territorialisation par usage des espaces, simples repères alternatifs dans des itinéraires de vie; les retours au "pays" les conduisent à s'associer à de nouveaux partenaires, pour de nouveaux projets. Cette aptitude fonde leur capacité à initier le développement.

Ces nouveaux acteurs peuvent schématiquement se répartir en cinq catégories principales:

- les émigrés de retour, qui choisissent de s'installer dans la petite ville, et la font bénéficier de leurs investissements, de leur savoir-faire, de leur ouverture;
- les nouveaux entrepreneurs agricoles, industriels ou commerçants, souvent membres des élites rurales, qui colonisent la ville où ils investissent leurs capitaux, et où ils se sentent chez eux;
- les jeunes instruits des campagnes, qui trouvent en ville des emplois dans les nouveaux secteurs (industrie, services administratifs ou marchands), parfois après un passage par la grande ville;
- l'Etat lui-même fournit son contingent d'acteurs, grâce à ses administrations, ses services techniques, son dispositif sanitaire, éducatif, social: cadres, employés, techniciens circulent d'une ville à l'autre, au gré des mutations, font souche, investissent, s'intègrent à la société locale, et prennent le relais des anciennes élites dans la relation avec la grande ville et l'autorité centrale. On peut leur rattacher les membres des professions libérales qui s'installent dans de petites villes;
- enfin, les spéculateurs et revendeurs de l'économie informelle, qui sont en relation avec tel ou tel des groupes précédents.

Ces nouveaux acteurs bouleversent la petite ville, intervenant par leur puissance financière et leur dynamisme sur la propriété foncière et l'urbanisme, mais aussi perturbant la sociabilité traditionnelle par leur comportement qui reflète de nouveaux modes de vie et de pensée.

Ils provoquent des réactions ambivalentes, faites à la fois d'envie refoulé et de mépris affiché. Leur réussite peut susciter l'admiration: ils créent des emplois et insufflent une dynamique; mais leur influence sur les jeunes, leur contestation de la place assignée à la femme peuvent être source de conflits.

Les migrants de retour

Malgré la persistance d'une émigration importante mais stabilisée, la tendance générale est au retour: les frontières de l'Europe sont fermées; la crise économique, la fin de la reconstruction d'après-guerre et des grands chantiers d'investissement public, les changements technologiques ont réduit la demande de main d'œuvre non-qualifiée. Dans les économies pétrolières, celles du Golfe en particulier, la fin des grands chantiers d'infrastructure, le choix d'une industrialisation fortement capitalistique, la baisse du prix du pétrole depuis les années 80, les hantises politiques des dirigeants, réduisent l'appel à la main d'œuvre venue d'autres pays arabes, tandis que pour les services domestiques ou marchands, le recours à une main d'œuvre asiatique plus compétente et plus fiable est préféré. Enfin, ailleurs, l'évolution vers l'instabilité politique et l'insécurité dans le pays d'accueil, incitent parfois au retour, comme dans le cas des chiites libanais émigrés en Afrique occidentale.

Les émigrés, issus pour la plupart du milieu rural, reviennent à la fois avec un métier, un savoir-faire, une expérience et de l'argent.

Ils ne retournent pas - ou peu- au point de départ qui permet rarement l'emploi des compétences et des moyens acquis, et qui n'offre pas un cadre de vie attractif pour qui a connu l'ouverture sur d'autres cultures, le brassage de l'émigration, a contracté de nouvelles habitudes de liberté.

Ils retournent de moins en moins dans les grandes villes, saturées, où les opportunités d'investissement et d'emploi se raréfient, où la qualité de la vie se dégrade (difficultés de logement, de scolarisation, de transport, etc.).

La petite ville, ou la ville moyenne, permet de concilier le "désir de ville" avec la proximité du milieu d'origine. Le candidat au retour choisit en effet la petite ville la plus proche de son lieu d'origine, celle d'où il pourra conserver le contact avec ce milieu et le mobiliser dans sa stratégie d'installation. En même temps, la ville offre une diversité socio-économique propre à engendrer des besoins nouveaux, auxquels il pourra répondre par ses investissements, et à un cadre de vie ouvert sur

le monde. L'équipement en outre y est en progrès, et, dans la plupart des pays, l'espace n'y est pas saturé, l'achat d'un logement ou l'accès au foncier y sont abordables, les transports n'y présentent pas de difficultés insurmontables comme dans la grande ville.

Bref, tant sur le plan matériel que psychologique, la ville petite ou moyenne représente pour le migrant de retour un choix rationnel.

Enfant du pays, il est pourtant traité avec suspicion: c'est un concurrent, reconnu pour sa réussite, mais tenu à l'écart pour avoir fait son chemin loin du groupe et de ses règles. Le placement de ses économies ne correspond pas toujours aux stratégies familiales; mais sa connaissance du milieu lui permet de tirer avantage des réseaux locaux, et de devenir un acteur central du développement tant rural qu'urbain. Il construit des résidences somptuaires qui lui permettent d'afficher son statut social, mais pas nécessairement dans le quartier de sa parenté; son mariage dans la parentèle est facteur de réintégration, mais aussi de déstructuration du groupe, car il risque d'entraîner sa descendance dans une logique de réussite individuelle.

Il faut cependant noter que ce décalage entre le migrant et sa société d'origine s'observe surtout lorsque l'économie locale est stagnante.

Les nouveaux entrepreneurs

Leur réussite, visible dans tous les secteurs, tient à leur capacité à répondre à des demandes non satisfaites de biens et de services. La grande visibilité de ces activités fait contraste avec l'opacité de leur cheminement: d'où vient leur puissance, comment ont-ils accumulé leur capital? Ils peuvent soit transférer leur richesse hors de la petite ville, soit la réinvestir et y acquérir un poids politique, en investissant dans le foncier par exemple. Ils peuvent à terme devenir des leaders politiques défendant les intérêts de leur ville ou de leur région au niveau de l'Etat.

Associant leurs intérêts à ceux des notables locaux, ils n'en conservent pas moins la maîtrise de réseaux qui relient la petite ville au monde extérieur, à travers des circuits commerciaux et humains à longue distance, créateurs de "territorialités circulatoires"¹.

Les nouveaux entrepreneurs peuvent difficilement prospérer sans l'aval, officiel ou caché, des autorités: tandis que l'Etat s'efforce de garder un contrôle sur l'économie, et de faire bénéficier sa clientèle et ses partisans des opportunités économiques, les entrepreneurs cherchent à intéresser les agents de l'Etat à leurs affaires, pour se

¹ Alain Tarrius : "Territoires circulatoires des entrepreneurs commerciaux maghrébins de Marseille : du commerce communautaire aux réseaux de l'économie souterraine mondiale", *Journal des anthropologues*, n° 59, hiver 1995, pages 15 à 36.

ménager un accès privilégié aux ressources et aux subventions de l'administration et aux marchés publics.

Les agents de l'Etat et les professions libérales

Les fonctionnaires viennent s'installer dans la petite ville dans le cadre de la mobilité administrative, tandis que les membres des professions libérales sont à la recherche d'une clientèle loin des marchés saturés de la grande ville.

La densité de l'implantation des uns et des autres est un bon indicateur du développement de la ville, de son évolution vers des fonctions complètes, et vers une citadinisation aboutie. S'ils ont moins de poids économique que les entrepreneurs, la formation intellectuelle des fonctionnaires et des membres des professions libérales les rapproche du corps des notables. Ils ont donc de l'influence, et leur mode de vie et de pensée peut modifier, malgré des résistances, le milieu environnant.

L'interaction est facilitée lorsque, par le biais d'une instruction qui s'est généralisée, ce sont des enfants du pays qui occupent les postes de la fonction publique dans la petite ville: des stratégies peuvent alors être mises en œuvre associant un double-savoir faire, à la fois local, à assise rurale, mobilisant les réseaux traditionnels, complété par l'accès aux réseaux de l'Etat.

Les agents de l'informel

L'économie informelle joue un rôle d'autant plus important que le système économique est rigidement contrôlé par l'Etat. Les agents de l'économie informelle satisfont, dans des conditions d'illégalité plus ou moins réprimée, une demande aiguë de produits rares. Ils sont donc souvent (comme les marchands à la valise du "trabendo" en Algérie) des jeunes, désœuvrés et sans débouchés professionnels. Les activités les plus répréhensibles, donc les plus fructueuses, s'intègrent dans des filières transnationales dominées par les milieux de la pègre.

L'enrichissement rapide généré par ces activités tend à perturber les normes du comportement collectif. Cet "informel", en réalité parfaitement maîtrisé et qui serait plus justement qualifié d'illégal, comme le trafic de drogue ou de voitures volées, est un puissant moteur de dissolution de la cohésion sociale.

Ces quelques portraits-types ne doivent pas donner une vision trop schématique des relations entre l'individu et son groupe. La société est le propre acteur de sa transformation par le travail d'acculturation, par le jeu dialectique du refus et de l'acceptation du changement, tandis que l'acteur se fait lui-même sujet ambivalent par son appartenance culturelle, à la fois héritée et construite.

Trois logiques structurent l'expérience sociale du porteur de la modernité:

- logique de l'intégration à la communauté;
- logique de la réussite individuelle;
- logique de l'accomplissement subjectif par les valeurs transcendantes de la culture.

Tout en cherchant sa réussite personnelle, l'acteur cherche en effet à se faire reconnaître par les notables et ses concitoyens: il participe aux frais de construction de la mosquée, aux fêtes familiales, fait preuve de prodigalité et déploie son entregent dans la défense des intérêts du groupe.

Il intervient dans les débats politiques et les enjeux économiques, avec l'objectif de se faire accepter.

En même temps, il aspire à son accomplissement personnel, souvent spirituel, selon les normes de sa culture: pratique religieuse, prise en charge de la famille, investissements désintéressés, etc.

Certains retours au pays, en fin de carrière, ne s'expliquent que par ces logiques d'intégration et d'accomplissement personnel: la tension entre les trois logiques, parfois contradictoires, provoque chez l'individu un travail à la fois de distanciation sociale et d'intégration, analogue à celui qu'opère la société dans son invention collective du changement.

Le développement local, une mutation culturelle

Cette multiplicité des acteurs du changement ne doit pas faire oublier que le changement est en dernière analyse opéré par des individus porteurs d'éléments de "modernité", au sein de la famille et du groupe local; la modernité étant comprise comme l'importation de comportements et de valeurs occidentalisés, comportant un détachement, voire un rejet d'attitudes psychologiques et de comportements sociaux hérités. Cette évolution n'est pas linéaire; les résistances peuvent prendre des formes violentes, et la modernité, plus ou moins intégrée et diffusée à travers le corps social, ne revêt pas partout le même visage.

L'ouverture au monde s'est d'abord faite au détriment des formes de vie et de civilisation, des économies locales, le plus souvent rurales, mais aussi urbaines. Ces économies se sont désagrégées et vidées de leur substance au profit des économies nationales émergentes: émigration, construction d'économies étatiques négligeant ou au contraire récupérant les potentialités locales, dans un grand brassage vers le "progrès".

L'émigration signifie d'abord l'absence des hommes la majeure partie de l'année; les femmes assument alors de fait les fonctions de chef de famille. Ailleurs, avec le choix de l'industrie d'exportation en sous-

taille, le travail féminin en usine se répand. La division traditionnelle du travail entre hommes et femmes s'en trouve bouleversée, avec toutes les conséquences imaginables sur les valeurs et les représentations culturelles.

L'irruption de nouveaux acteurs, dont la réussite est dûe plus à l'esprit d'entreprise et aux connections politiques qu'aux diplômes et aux réseaux sociaux traditionnels, bouleverse aussi la foi dans les systèmes de promotion et de réussite classiques. Tandis que les jeunes diplômés se contentent des maigres salaires de la fonction publique, ou sont au chômage, d'autres, parfois illettrés, font rapidement fortune dans les trafics les plus divers (trabendo en Algérie).

Enfin, la relation de l'homme à la terre, dans les sociétés rurales, est battue en brèche par les opérations foncières de l'Etat, qui demeure le principal agent de l'aménagement du territoire. Relayant les perturbations causées par les réformes agraires, ces opérations déstabilisent davantage encore une société rurale qui a perdu ses repères. La spéculation foncière, urbaine ou agricole, à laquelle se livrent les nouveaux entrepreneurs au détriment des paysans attachés au sol, est un des instruments de promotion des uns, de déclin des autres.

La fracture sociale provoquée par ces évolutions divergentes est l'un des facteurs du repli sur soi qui prend le masque de l'identitaire et du religieux: les chômeurs sans espoir de trouver un emploi, diplômés ou exclus du système scolaire, bloqués sous le toit des parents sans pouvoir se marier et s'établir, forment la masse de manœuvre du mouvement islamiste, au Liban (où on les retrouvait dans les milices de tout bord), en Palestine, en Egypte, en Algérie, etc.

Face à cette menace sur la paix sociale, l'Etat revient à des pratiques de répression qui tendaient à disparaître. Il s'efforce aussi dans une certaine mesure, à réinvestir le champ social dont il s'était désengagé, pour contrecarrer les tendances à la déstabilisation: en fonction de moyens désormais limités, il injecte des équipements et des investissements correcteurs au profit des zones défavorisées; mais cet effort est loin d'être général et suffisant.

Plus significatif est le retour aux solidarités à base clanique, devant le désarroi créé par les difficultés économiques; elles se conjuguent à de nouvelles solidarités, fondées sur les relations de travail ou le voisinage de quartier. La vie associative se développe partout rapidement: associations de défense des intérêts collectifs, associations sportives, associations socio-culturelles, groupes politiques même, lorsque ce champ est ouvert par le pouvoir, etc. En Algérie, la libéralisation postérieure aux émeutes de 1988 avait entraîné une floraison de 2.000 associations¹ qui avaient dynamisé la vie sociale des petites villes.

¹ Voir "Aménagement du territoire et réorganisation wilayale en Algérie", Actes du Colloque d'Oran, URBAMA/IGAT, à paraître.

Toutes les associations ne sont pas, loin de là, des foyers d'influence islamiste.

Les petites villes de Mauritanie, du Soudan, de Palestine, du Maroc ou d'Algérie peuvent aussi être des lieux du repli sur l'entre-soi. Zabid au Yémen est l'exemple le plus frappant d'une cité prestigieuse, drapée dans sa dignité, et refusant de se plier aux diktats de la modernité et de l'ouverture au monde.

Les attentes de changement de la société locale, comme le montre Jean Duvigneau¹, n'en créent pas la capacité: il y faut un niveau préalable d'intégration dans le mouvement général de la société, et aussi, la préservation d'une image vivante et valorisante de l'espace originel.

L'exemple de Sinkat, au Soudan, montre comment un groupe totalement en marge de la société, les nomades béja des montagnes de la mer Rouge, se trouvent dans l'incapacité d'enclencher leur développement. C'est aussi le cas, moins tragique certes, d'isolats montagnards d'Algérie ou de Syrie, trop longtemps coupés des flux de la plaine, et refermés sur leur particularisme communautaire ou confessionnel. Le changement ne peut alors venir que d'une intervention résolue et patiente de l'Etat, comme à Kéрак, dans le Sud jordanien.

Le dynamisme des petites villes relève donc, au-delà d'éléments objectifs que l'on a évoqués comme leur localisation, de facteurs d'ordre culturel:

- capacité d'innovation;
- capacité de mobilité: les sociétés nomades, les groupes adonnés au colportage, qui conjuguent le savoir-faire et le savoir-circuler, sont plus mobiles, plus ouverts que les sociétés et groupes strictement sédentaires, cantonnées à des terroirs confinés²;
- capacité, déjà mentionnée, de l'organisation sociale à instaurer de bonnes relations avec les institutions centrales;
- capacité de cohabitation avec l'Autre, c'est-à-dire de tolérance et d'intégration dans la ville de groupes d'origines culturelles et de fonctions diverses; cette capacité de cohabitation se mesure à l'intensité de la vie sociale, à la configuration urbanistique de la ville: les places, marchés, lieux de culte et de rencontre, ouverts aux ruraux comme aux étrangers sont les indices d'une territorialité partagée.

La compréhension du changement socio-culturel dans le Monde arabe est malaisée: les comportements sociaux changent vite, de façon heurtée et souvent contradictoire. Les recompositions se poursuivent de façon incessante: la société, en transition de longue durée, ne se laisse saisir ni par les indicateurs généraux de l'analyse systémique, ni

¹ Jean Duvigneau : *Chebika, suivi du retour à Chebika*, 1990. Changements dans un village du Sud tunisien, Paris, 1991, 499 pages.

² A. Tarrus, op. cit.

par les hypothèses globalisantes d'une théorie explicative ("islamisme"), mais par des études locales accumulées et mises en ordre par une réflexion comparative permanente.

Le rôle médiateur des petites villes entre culture héritée et culture de la modernité, entre abandon de la culture des pères et réaction de défense et de repli est bien montré par l'exemple de Kiffa où les jeunes générations empruntent des comportements en rupture avec ceux de leurs aînés, et fondent de nouvelles stratégies matrimoniales, où l'individu s'impose dans un milieu habitué à la soumission au groupe: le fils d'un chef coutumier prend la tête d'un parti opposé à son père.

Des formes comparables d'acculturation se rencontrent fréquemment: en Palestine, avec la révolte des jeunes contre l'autorité patriarcale à la faveur de l'intifada, au bord de la mer Morte en Jordanie, où les ouvriers de l'usine de potasse vivent la juxtaposition de la culture du clan et les règles de la grande industrie, à Douz en Tunisie où les anciens chameliers Mérazig sont contraints pour vivre de quitter temporairement leur famille pour servir de guides aux touristes, et, un peu partout, dans l'adaptation tant à de nouvelles formes urbanistiques qu'aux nouveaux modes de vie urbains.

L'émergence de l'individu comme acteur du local

La mondialisation de l'économie se fait sentir jusque dans les lieux les plus reculés du Monde arabe: sociétés pastorales nomades, clans montagnards, antiques bourgades repliées sur leur réputation sont aujourd'hui bouleversés par l'impact des nouveaux circuits d'échange, par la mobilité accrue des individus, et par de nouveaux codes culturels.

L'Etat lui-même est touché par ces mutations et s'interroge sur son rôle; il se désengage partiellement de certains domaines comme l'action sociale, mais avec réticence du champ de l'économie, en raison à la fois des intérêts des groupes qui contrôlent ce champ, et de la crainte d'être lui-même emporté par le démantèlement qu'il met en œuvre.

Le champ de l'innovation se déplace: les grandes villes ne sont plus l'unique fenêtre sur le monde extérieur. Saturées, elles n'attirent plus comme par le passé les ruraux en quête de travail, leurs périphéries surpeuplées sont le siège d'affrontements de modèles alternatifs, réinvestis par une quête de spiritualité et de réforme sociale aux contours mal définis.

De plus en plus, les petites villes sont le lieu de dynamiques autonomes; décomplexées, portées par l'ambition de l'enrichissement individuel, ce qui n'exclut pas des préoccupations d'intégration ou d'adaptation au groupe réinventé.

Ces stratégies remontantes s'articulent-elles de manière constructive avec l'armature de l'Etat, ou bien menacent-elles de la déborder, ouvrant la voie à un éclatement centrifuge d'identités nationales encore fragiles?

La réponse varie selon les pays, et, à l'intérieur de ceux-ci, selon les lieux. Le retour du local accentue les différences d'attitudes selon les régions: aux zones de maquis de l'Algérois s'oppose l'Oranie qui jouit d'une paix relative, à la Haute-Egypte investie par des groupes armés, un delta du Nil tout à la fièvre de "l'économie de paix" dont les contours sont tracés à la périphérie d'Israël.

Les évolutions sont aussi disparates d'une ville à l'autre, selon les potentialités et les choix des groupes et des individus qui y vivent.

En dernier ressort, la grande nouveauté qu'introduit le retour du local, est l'émergence, souvent timide et conflictuelle encore, de l'individu, dégagé de la gangue du groupe lignager, comme acteur du changement. Même si les élections locales, régionales ou autres mettent encore en œuvre des réflexes collectifs hérités, si la famille, la communauté confessionnelle ou tribale font encore peser leur loi, elles sont de plus en plus ressenties comme des contraintes, lorsqu'elles ne correspondent pas aux intérêts tangibles de l'individu. Nouvel appétit de vivre sa vie, nouvel hédonisme que l'on peut paradoxalement ressentir derrière la rage contre l'ordre établi; les frustrations qui s'expriment sont aussi significatives que les dynamiques constructives des émigrés et des nouveaux acteurs économiques: si le syndrome d'Emma Bovary conduit à l'islamisme de Hassan el-Banna, cette soif de liberté demeure sous-jacent, et ne demande qu'à s'exprimer.

Cette autonomisation - encore une fois, relative, mais sensible - de l'individu fait toute la difficulté de l'étude des sociétés arabes aujourd'hui, et d'une prospective des comportements économiques, sociaux et culturels: de multiples voies s'ouvrent, la résistance des Etats et des systèmes politiques installés est forte, et le retour du local n'est pas nécessairement synonyme de victoire de la démocratie. A l'atomisation doit succéder une phase de recomposition, fondée sur la reconnaissance d'intérêts de groupes soucieux de compromis politiques qui préservent l'Etat et la nation reconnus comme détenteurs ultimes d'une régulation collective déléguée d'en bas par la multiplicité conjuguée des "locals".

Laboratoire URBAMA
CNRS/Université de Tours
Octobre 1995



REVUE TRIMESTRIELLE

Au cours des décennies 50 et 60, la plupart des pays arabes, « conservateurs » autant que « socialistes », ont choisi des modes de développement qui, dans tous les domaines, conféraient à l'État, un rôle prépondérant. Fortifier le sentiment national aux dépens d'identités antérieures ou concurrentes, infra ou supranationales, édifier des économies indépendantes, rationnelles, intégrées et planifiées, tels étaient les objectifs. À la capitale et au pouvoir central une primauté absolue était alors accordée.

Ce mode de développement s'est essouffé dans les années 80. Le « retour du local » est une remise en question des politiques centralisatrices. Pas de façon violente, mais par une révolution silencieuse, multiforme et massive.

Des relations nouvelles se nouent entre le rural et l'urbain, entre le local et le « système-monde ». L'État ne disparaît pas, mais joue un rôle de relais entre ceux-ci et ceux-là. Tendanciellement au moins, il n'est plus centre universel de décision. Il devient médiateur. Avec lui de nouveaux acteurs procédant du local et de son interrelation avec le « système-monde », développent des stratégies multiples dont l'objet est l'élargissement de leur champ d'action.

PEUPLES MÉDITERRANÉENS N° 72-73

Prix : 145 F